

MONDO TV FRANCE
Société Anonyme au capital de 1.100.000 €
52-54 rue Gérard 75013 Paris
RCS Paris : 489 553 743

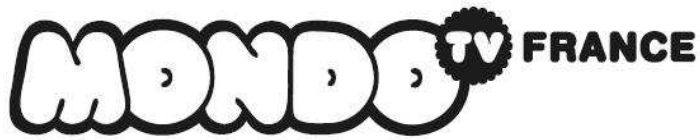
AVIS DE CONVOCATION

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 31 juillet 2017

Les actionnaires de MONDO TV FRANCE sont convoqués 52-54 rue Gérard 75013 Paris le 31 juillet 2017 à 14h30, en Assemblée Générale Mixte, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration ;
- Lecture des rapports des Commissaires aux comptes
- Sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution, délégation de compétence au conseil d'administration aux fins d'émettre un nombre maximum de deux cent cinquante (250) obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles de la Société dont vingt-cinq (25) obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles de la Société à bons de souscription d'actions ordinaires nouvelles (OCABSA), avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une personne dénommée, pour un montant nominal maximum d'emprunt obligataire de deux millions cinq cent mille euros (2.500.000 €) et avec un montant maximum de la ou des augmentations de capital de deux millions cinq cent cinquante deux mille euros (2.552.000 €) en cas de conversion des obligations convertibles et/ou en cas d'exercice des bons de souscription d'actions ; d'autoriser la ou les augmentations de capital résultant de la conversion des obligations et de l'exercice des bons ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société aux OCA et aux OCABSA, au profit *d'Atlas Special Opportunities* (le « **Souscripteur** »);
- Délégation de compétence au conseil d'administration dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés, conformément à l'article L. 225-129-6, alinéa 1 du Code de commerce ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés de la Société.
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.



Texte des projets de résolutions

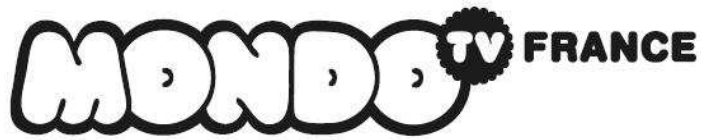
- **Première résolution** (sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution, délégation de compétence au conseil d'administration aux fins d'émettre un nombre maximum de deux cent cinquante (250) obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles de la Société dont vingt-cinq (25) obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles de la Société à bons de souscription d'actions ordinaires nouvelles (OCABSA), avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une personne dénommée, pour un montant nominal maximum d'emprunt obligataire de deux millions cinq cent mille euros (2.500.000 €) et avec un montant maximum de la ou des augmentations de capital de [deux millions cinq cent cinquante deux mille euros (2.552.000 €) en cas de conversion des obligations convertibles et/ou en cas d'exercice des bons de souscription d'actions ; d'autoriser la ou les augmentations de capital résultant de la conversion des obligations et de l'exercice des bons) ;

Sous réserve de l'adoption de la deuxième résolution, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré, en application des dispositions des articles L.228-91 à L.228-97, L.225-129-2, L.225-132 et L.225-138 du Code de commerce :

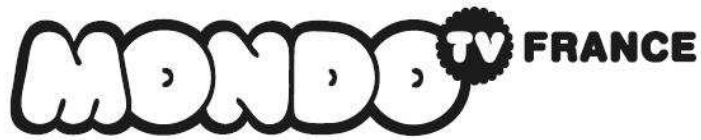
- délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et la réglementation en vigueur, sa compétence à l'effet de décider de procéder, en dix (10) Tranches d'un montant de deux cent cinquante mille euros (250.000 €) chacune, à l'émission d'un nombre maximum de deux cent cinquante (250) OCA avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une personne dénommée, étant précisé que la Première Tranche consisterait en l'émission de 25 OCA auxquels seraient attachés (i) 2,500,000 BSA au prix unitaire d'exercice de 0,1755 € (les «**BSA1**») et (ii) 2.500.000 BSA au prix unitaire d'exercice de 0,23 € (les «**BSA2**»), la première Tranche consistant ainsi en l'émission d'OCABSA. Les BSA seront détachés dès l'émission des OCABSA ;

Pour ce qui concerne les caractéristiques des OCA :

- décide de fixer le montant nominal global maximum de l'emprunt obligataire pouvant être émis en vertu de ladite délégation, à deux millions cinq cent mille euros (2.500.000 €) ;



- décide que le prix unitaire de souscription de chacun des OCA serait fixé au pair, c'est-à-dire pour un prix de souscription égal à leur valeur nominale unitaire, soit dix mille euros (10.000 €) (le « **Montant Principal** »);
- décide de fixer les caractéristiques des OCA conformément aux termes et conditions des OCA figurant en Annexe 1 du rapport du conseil d'administration, et d'approuver ces derniers (ci-après, les « **Termes et Conditions des OCA** ») ;
- décide que le Souscripteur aura à tout moment pendant la Période de Conversion, telle que définie ci-après, le droit de demander la conversion en actions de tout ou partie des OCA (le « **Droit de Conversion** »).
- décide que la date d'échéance des OCA serait fixée au dernier jour du soixantième mois suivant leur date d'émission (la « **Date d'échéance** »);
- décide que la conversion de tout ou partie des OCA pourra intervenir, à tout moment avant la Date d'Echéance (la « **Période de Conversion** »), à la demande du porteur de ces dernières, par la délivrance d'une notification de conversion (la « **Notification de Conversion** ») ;
- décide que le prix de conversion des OCA serait égal à quatre-vingt-douze pour cent (92 %) de la moyenne sur trois jours du prix moyen pondéré en volume des actions de la Société (tels que publiés par Bloomberg) sur la période de quinze jours de bourse consécutifs précédant immédiatement la date de réception par la Société de la demande de conversion de l'OCA concernée (ci-après, le « **Prix de Conversion** ») ;
- décide que le nombre d'actions à émettre lors de l'exercice d'un Droit de Conversion est déterminé en divisant le montant en principal des obligations convertibles à convertir par le Prix de Conversion ;
- décide que les OCA non converties à la Date d'Echéance seront automatiquement converties et que nombre d'actions à émettre à la suite de la conversion obligatoire des OCA non converties sera déterminé en divisant le Montant Principal des obligations non converties par 92% de la moyenne sur trois jours du prix moyen pondéré en volume calculé sur les actions Mondo TV France sur une période de quinze jours de négociation consécutifs avant la Date d'Echéance. Les actions de conversion seront livrées le deuxième jour de bourse suivant la Date d'échéance ;
- décide que le remboursement anticipé des OCA ne pourra intervenir qu'à la demande du Souscripteur dans le cas où l'associé principal actuel de la Société viendrait à détenir moins de 25% du capital social de la Société ou que dans des



cas de défaut de la Société tels que visés dans les Termes et Conditions des OCA ;

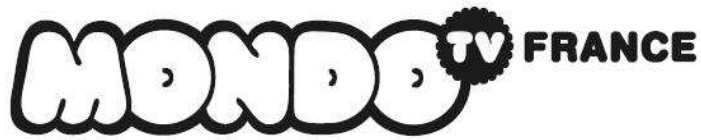
- décide que les actions de conversion seraient livrées dans le compte (*Conto Titoli*) de l'intermédiaire autorisé du Souscripteur participant au système d'administration centralisé géré par Monte Titoli et auraient le même droit de recevoir des dividendes que les actions ordinaires Société négociées sur le Marché Principal à leur date de conversion.

Pour ce qui concerne les caractéristiques des BSA attachés à chaque OCA de la Première Tranche:

- décide que la Première Tranche consisterait en l'émission de 25 OCA auxquels seraient attachés deux catégories de BSA soit (i) 2.5000.000 BSA1 et (ii) 2.500.000 BSA2 accordant chacun le droit de souscrire une action ordinaire de la Société à leur Prix d'Exercice respectif. Les bons de souscription seront émis à la date d'émission de la Première Tranche.
- décide de fixer les caractéristiques des BSA conformément aux termes et conditions des BSA figurant en annexe 2 du rapport du Conseil d'administration, et d'approuver ces derniers ;
- décide que les BSA seront immédiatement détachés des OCA et seraient librement cessibles à compter de leur émission ;
- décide que le délai d'exercice des BSA correspondra à une période commençant le 1^{er} avril 2018 pour se terminer le 1^{er} Avril 2021 ;
- décide que les BSA attachés à chaque OCA accorderont le droit de souscrire une action ordinaire de la Société à leur prix d'exercice respectif ;
- décide que le prix unitaire d'exercice des BSA (ci-après le « **Prix d'Exercice des BSA** ») serait égal à 0,17755 euros pour les BSA1 et 0,23 euros pour les BSA2 ;
- décide que le Prix d'Exercice et le nombre des BSA pourront faire l'objet d'ajustements en cas de modification du montant nominal des actions par réunion ou division des actions dans les conditions des termes et conditions des BSA figurant en annexe 2 du rapport du Conseil d'administration ;

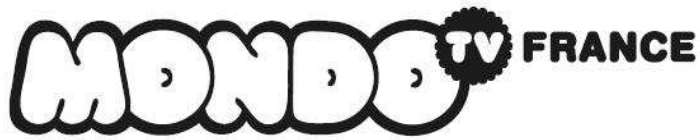
En conséquence :

- fixe (i) le plafond nominal global de la ou des augmentations de capital résultant de la conversion de l'intégralité des OCA à deux millions cinq cent mille euros (2.500.000 €) par émission d'un nombre maximum de cinquante million (50.000.000) d'actions, de 0.0104 euro à confirmer de valeur nominale chacune, et (ii) pour ce qui concerne la Première Tranche, le plafond nominal global de la ou



des augmentations de capital résultant de l'exercice de l'intégralité des BSA à cinquante deux mille euros (52.000 €) par émission de cinq millions (5.000.000) d'actions ordinaires nouvelles de 0.0104 euro de valeur nominale chacune, soit un plafond nominal global de la ou des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à terme en vertu de ladite délégation de compétence à deux millions cinq cent cinquante deux mille euros (2.552.000€) ;

- décide que le conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation en vigueur et/ou dans les limites fixées par l'assemblée générale, ladite délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - fixer la date des émissions et leur montant dans les limites décidées ci-avant ;
 - arrêter les conditions et modalités des émissions, et en particulier :
 - o préciser, le cas échéant, la forme, les caractéristiques et les prérogatives des OCA et, pour la Première Tranche, des OCABSA à émettre en vertu de ladite délégation, leur durée, les conditions de leur exercice et/ou de leur conversion, de même que celles de leur remboursement en numéraire ainsi que leurs autres conditions et modalités financières ;
 - o arrêter les conditions et modalités de libération des souscriptions ;
 - o fixer les dates d'ouverture et de clôture de la période ou des périodes de souscription aux OCA et aux OCABSA ;
 - o fixer la date de jouissance, même rétroactive, des OCA et des OCABSA à émettre ;
 - o à sa seule initiative, imputer les frais des émissions réalisées sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve au dixième du nouveau capital après chaque augmentation du capital ;
 - o recueillir les souscriptions aux OCA et OCABSA émises et/ou à émettre en conséquence des droits y étant attachés et, notamment, les souscriptions aux actions ordinaires nouvelles résultant de la conversion des OCA et/ou de l'exercice des BSA ainsi que les versements y afférents ;
 - o appliquer les modalités, visées dans les termes et conditions des OCA, suivant lesquelles serait assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des OCA, et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et/ou les



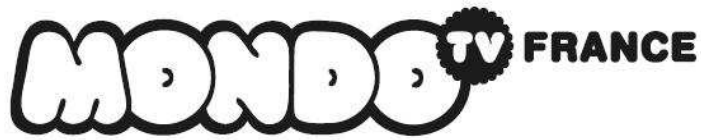
éventuelles stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, et prendre toute mesure à cet effet ;

- constater la réalisation de l'émission des OCA et des OCABSA, de même, le cas échéant, que l'augmentation du capital de la Société sur conversion des OCA et/ou sur exercice des BSA et modifier en conséquence les statuts de la Société ;
- d'une manière générale, négocier et passer toute convention, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile aux émissions en vertu de cette décision ;
- conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du Code de commerce, ladite délégation emporterait de plein droit, au profit des titulaires des OCA et OCABSA émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les OCA et les BSA, directement ou indirectement, donnent droit ;
- prend acte que dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser ladite délégation de compétence, il rendrait compte à la prochaine assemblée générale de l'utilisation faite de l'autorisation conférée par l'assemblée générale conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et notamment celles des articles L.225-129-5 et L.225-138 (I) du Code de commerce ;
- décide que, sauf renouvellement ultérieur, ladite délégation de compétence expirerait au plus tard à l'issue d'un délai de dix-huit (18) mois à compter de la date de l'assemblée générale.

Deuxième résolution (suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société aux OCA et aux OCABSA, au profit d'Atlas Special Opportunities (le « Souscripteur »));

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport établi par le Conseil d'Administration (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes visés par l'article L.225-135 du Code de commerce et (iii) de l'adoption de la résolution précédente décide :

- de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires pour la Première Tranche, aux OCABSA et à chaque Tranche suivante, aux OCA, conformément aux

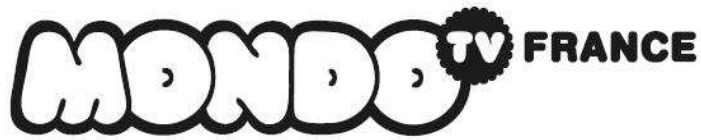


dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce, et d'en réserver intégralement la souscription au profit d'Atlas Special Opportunities, "exempted company" de droit anglais, ayant son siège social à Maples Corporate Services Ltd, P.O Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104 Iles Cayman, représentée par sa société de gestion Atlas Capital Market, "exempted company" de droit anglais ayant son siège social 3rd Floor Queens Gate House, 113 South Church Street Grand Cayman, KY1-1002 Iles Cayman.

Troisième résolution (Délégation de compétence au conseil d'administration dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés, conformément à l'article L. 225- 129-6, alinéa 1 du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en considération des augmentations de capital pouvant résulter de la conversion des OCA et de l'exercice des BSA conformément à la première résolution et conformément aux dispositions des articles L.225-129-6 alinéa 1 et L.225-138-1 du Code de commerce et des articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail :

- délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et la réglementation en vigueur, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 3 % du capital social au jour de la décision du conseil d'administration, par émission d'actions réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne salariale (ou tout autre plan aux adhérents duquel les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi ou réglementation analogue permettrait
- fixe à dix-huit (18) mois, à compter du jour de l'assemblée décidant l'émission de la Première Tranche, la durée de validité de la délégation d'émission faisant l'objet de ladite délégation ;
- décide que le prix d'émission des actions nouvelles serait déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail ;
- décide que le conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour mettre en œuvre ladite délégation, dans les limites et sous les conditions qu'elle précisera à l'effet notamment :
 - de mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ;
 - de décider que les souscriptions pourraient être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;
 - de fixer les conditions que devraient remplir les bénéficiaires susvisés des actions nouvelles de la Société qui seront émises ;
 - d'arrêter les conditions et les modalités de l'émission des actions ;
 - de définir le montant des émissions, le prix de souscription des actions, les dates et les délais, les conditions et les modalités de souscription, de libération et de



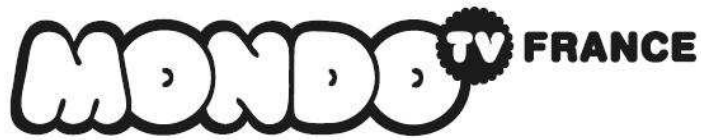
- délivrance des actions émises, les règles de réduction applicables en cas de sursouscription dans les conditions légales et réglementaires;
- d'arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions porteraient jouissance ;
 - de réduire, le cas échéant, le montant de l'augmentation du capital social de la Société au montant des souscriptions effectivement reçues ;
 - de constater la réalisation définitive de toute augmentation du capital social de la Société qui résulterait de la souscription par les bénéficiaires susvisés des actions nouvelles émises par le conseil d'administration en vertu de ladite délégation ;

 - d'imputer les frais, droits et honoraires qui seraient occasionnés par toute augmentation du capital social de la Société ainsi réalisée sur le montant de la prime d'émission y afférente et prélever, le cas échéant, sur ledit montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital de la Société après chaque augmentation de capital ;
 - de procéder aux opérations matérielles permettant de parvenir à sa réalisation et notamment passer toute convention pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de ladite délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y seraient attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées
 - d'accomplir ou faire accomplir tous les actes et toutes les formalités permettant la parfaite et définitive réalisation de toute augmentation du capital social de la Société qui résulterait de ladite délégation ou qui en seraient la suite ou la conséquence, et de procéder ou de faire procéder aux modifications statutaires corrélatives et, plus généralement, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires dans le cadre du fonctionnement du plan d'épargne d'entreprise ou utiles ou nécessaires aux souscriptions, délivrances, jouissance, des actions nouvelles de la Société qui seraient émises et créées en vertu de ladite délégation.

Quatrième résolution : *(Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés de la Société.)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport établi par le Conseil d'Administration (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes (iii) de l'adoption de la résolution précédente décide :

- de supprimer conformément aux dispositions de l'article L.225-138-1 du Code de commerce, au profit des bénéficiaires visés dans la précédente résolution, le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires de la Société au titre de l'augmentation de capital dont l'émission fait l'objet de la délégation visée à la résolution précédente, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs, en cas d'attribution à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués d'actions, à tout droit



auxdites actions, y compris à la partie des réserves, bénéfiques ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de la précédente résolution

Cinquième résolution : (Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'assemblée générale confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

Modalités de participation à l'assemblée :

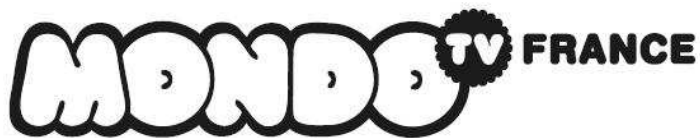
Tout actionnaire, quelque soit le nombre d'actions qu'il possède, peut prendre part à cette assemblée ou s'y faire représenter par un mandataire ou y voter par correspondance. S'il s'agit d'un actionnaire personne physique, celui-ci ne pourra être représenté que par son conjoint ou le partenaire avec qui il a conclu un pacte civil de solidarité ou tout autre actionnaire de la Société.

Toutefois et conformément aux dispositions du Code de commerce, pour être admis à assister à cette assemblée, à voter par correspondance ou s'y faire représenter :

- Les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits en compte « nominatif pur » ou « nominatif administré », au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris,
- Les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront être inscrits en compte au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité sera constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire. Une attestation pourra être également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'aura pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires peuvent obtenir le formulaire unique susvisé sur demande adressée par lettre simple à leur intermédiaire financier, six jours au moins avant la date de la réunion.

Les votes par correspondance ou par procuration ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis et incluant l'attestation de participation parvenus via l'intermédiaire financier 2 jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale.



Tout actionnaire ayant transmis son formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration ou ayant demandé une carte d'admission via son intermédiaire financier peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter.

Demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour :

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévue par les dispositions légales et réglementaires applicables, peuvent requérir l'inscription de points à l'ordre du jour ou de projets de résolutions dans les conditions prévues aux articles L.225-105 et R.225-71 à R.225-73 du Code de commerce.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour motivés ou de projets de résolutions doivent être envoyées au siège social de la société MONDO TV FRANCE 52-54 rue Gérard 75013 par lettre recommandée avec accusé de réception ou par email à l'adresse matteo.corradi@mondotv.it.

Ces demandes doivent parvenir à la société MONDO TV FRANCE, selon les modalités susvisées, au plus tard 25 jours avant la date de l'assemblée.

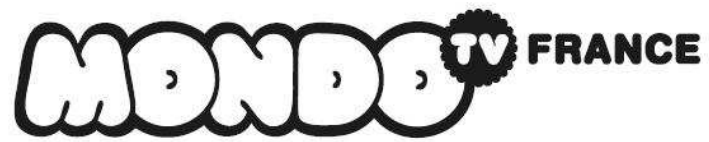
Dépôt de questions écrites :

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites peut, jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée au plus tard, à minuit, heure de Paris, adresser ses questions au siège social, par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Conseil d'Administration, ou à l'adresse électronique suivante matteo.corradi@mondotv.it accompagnée d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Il est précisé que les réponses aux questions écrites pourront être publiées directement sur le site Internet de la Société, à l'adresse suivante fr.mondotvgroup.com. La Société pourra apporter une même réponse à plusieurs questions écrites dès lors que ces questions présentent le même contenu et que toute réponse figurant sur le site Internet de la Société dans la rubrique consacrée aux questions-réponses est réputée constituer une réponse en bonne et due forme.

Documents mis à la disposition des actionnaires :

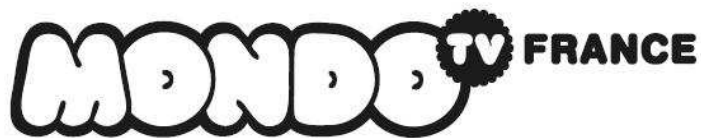
Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette assemblée générale seront disponibles, au siège social de la société MONDO TV



FRANCE, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Cet avis tiendra lieu d'avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour ou aux projets de résolutions.

Le Conseil d'administration



TRADUZIONE DI CORTESIA

MONDO TV FRANCE

Société Anonyme con capitale di 1.100.000 Euro
52-54 Rue Gérard 75013 Paris
RCS di Parigi: 489 553 743

AVVISO DI CONVOCAZIONE

Assemblea generale mista del 31 luglio 2017

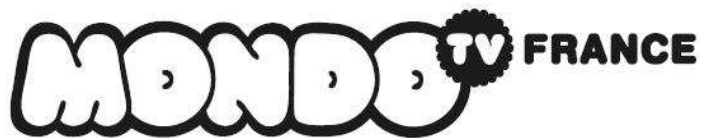
Gli azionisti della MONDO TV FRANCE sono convocati in 52-54 Rue Gerard 75013 Parigi il 31 luglio 2017 alle 14:30 in assemblea generale mista per deliberare sul seguente

Ordine del giorno

- Lettura della relazione del Consiglio di Amministrazione;
- Lettura della relazione dei Revisori dei Conti
- Fatta salva l'adozione della seconda risoluzione, delega al Consiglio di Amministrazione di emettere un numero massimo di duecentocinquanta (250) obbligazioni convertibili in nuove azioni ordinarie della Società, di cui venticinque (25) obbligazioni convertibili in nuove azioni ordinarie con warrant (OCABSA), con esclusione del diritto di opzione degli azionisti, per un importo nominale massimo di due milioni cinquecentomila euro (€ 2.500.000) ovvero un importo massimo di due milioni cinquecento cinquantadue mila euro (2,552 milioni di euro) in caso di conversione di obbligazioni convertibili e in caso di esercizio dei warrant azioni; autorizzare comunque l'aumento di capitale risultante dalla conversione di obbligazioni e esercizio dei warrant;
- Cancellazione del diritto di opzione degli azionisti della Società per OCA e OCABSA a favore di Atlas Special Opportunities (il "sottoscrittore");
- Autorizzazione al Consiglio di Amministrazione, nell'ambito di un aumento di capitale riservato ai dipendenti, ai sensi dell'articolo L. 225- 129-6, comma 1, del Codice di Commercio;
- Cancellazione del diritto di opzione degli azionisti a vantaggio dei dipendenti della Società.
- Poteri per il compimento delle formalità.

Testo delle proposte di risoluzione

- **Prima risoluzione** (fatta salva l'adozione della seconda risoluzione, delega al Consiglio di Amministrazione di emettere un numero massimo di duecentocinquanta (250) obbligazioni convertibili in nuove azioni ordinarie della Società (OCA) di cui venticinque (25) obbligazioni convertibili in nuove azioni ordinarie con warrant (OCABSA), con esclusione del diritto di opzione degli azionisti, per un importo massimo di due milioni cinquecentomila euro (€ 2.500.000) e un importo massimo di aumento o di aumenti di capitale di due milioni cinquecentocinquantaduemila euro (2.552 milioni di euro) nominali in caso di conversione delle obbligazioni convertibili e / o in caso di esercizio dei warrant; autorizzare in ogni caso gli eventuali aumenti di capitale derivanti dalla conversione delle obbligazioni e l'esercizio dei warrant);

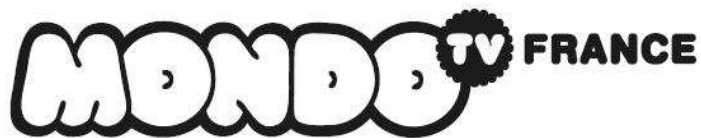


Fatta salva l'adozione della seconda risoluzione, l'assemblea generale degli azionisti, votando con i requisiti di quorum e maggioranza per le riunioni straordinarie, dopo aver esaminato la relazione del Consiglio di Amministrazione e della relazione speciale dei Revisori dei Conti, e preso atto che il capitale sociale è interamente versato, ai sensi delle disposizioni di cui all'articolo L. 228-91 a L.228-97, 225-129-2, L.225-132 e L.225-138 di Codice commerciale:

- delega al Consiglio di Amministrazione, con facoltà di sub-delega, come previsto dalla legge e dai regolamenti vigenti, della competenza al fine di decidere di procedere, in dieci (10) tranche ciascuna di importo di duecentocinquanta migliaia di euro (250.000 euro), ad emettere un massimo di duecentocinquanta (250) OCA con esclusione del diritto di opzione degli azionisti, precisandosi che la prima tranche avrà ad oggetto l'emissione di 25 OCA congiuntamente a (i) 2,5000,000 warrant ad un prezzo di esercizio unitario di € 0,1755 (il "BSA1") e (ii) 2.500.000 warrant ad un prezzo unitario di esercizio di € 0,23 (il "BSA2"). I warrant saranno staccati dalla emissione di OCABSA;

Per quanto riguarda le caratteristiche del OCA:

- delibera di fissare l'importo nominale massimo dell'importo obbligazionario che potrà essere emesso nell'ambito della suddetta delega a due milioni cinquecentomila euro (€ 2.500.000);
- delibera che il prezzo di sottoscrizione unitario di ogni OCA sarà alla pari, vale a dire che, per un prezzo di sottoscrizione pari al loro valore nominale di diecimila euro ciascuno (10.000 €) (il "Valore Nominale");
- delibera di stabilire le caratteristiche delle OCA in conformità con i termini e le condizioni delle OCA di cui all'Allegato 1 della relazione del Consiglio di Amministrazione, e approvare i medesimi termini e condizioni (di seguito, i "Termini e Condizioni OCA");
- delibera che il sottoscrittore in qualsiasi momento durante il Periodo di Conversione, come definito di seguito, avrà il diritto di richiedere la conversione in azioni di tutte o alcune delle OCA (il "Diritto di Conversione").
- delibera che la data di scadenza delle OCA sarà l'ultimo giorno del sessantesimo mese successivo alla data di emissione (la "Data di Scadenza");
- delibera che la conversione di tutte o parte delle OCA potrà aver luogo in qualsiasi momento prima della data di scadenza (il " Periodo di Conversione "), su richiesta del titolare delle stesse, con la notifica di un avviso di conversione (la "Conversione");
- delibera che il prezzo di conversione OCA sarà pari al novantadue per cento (92%) del prezzo medio ponderato per volumi delle azioni della Società (come riportato da Bloomberg) di tre giorni all'interno di un periodo di quindici giorni consecutivi di negoziazione immediatamente precedente la data di ricezione da parte della Società della richiesta di conversione della relativa OCA (di seguito, il "Prezzo di Conversione");
- delibera che il numero di azioni da emettere a seguito dell'esercizio del diritto di conversione è determinato dividendo il valore nominale delle obbligazioni convertibili da convertire per il prezzo di conversione;
- delibera che le obbligazioni convertibili non convertite alla data di scadenza saranno automaticamente convertite e il numero di azioni da emettere a seguito della conversione obbligatoria delle OCA non convertite sarà determinato dividendo il valore nominale delle



obbligazioni non convertite per il 92% del prezzo medio ponderato sul volume di azioni Mondo TV France negoziate in tre giorni all'interno di un periodo di quindici giorni consecutivi di negoziazione prima della data di scadenza. Le azioni derivanti dalla conversione saranno consegnate il secondo giorno di borsa aperta successivo alla data di scadenza;

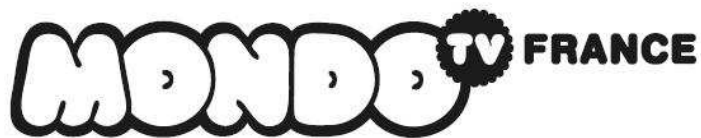
- delibera che il rimborso anticipato delle OCA potrà aver luogo solo su richiesta del sottoscrittore nel caso in cui l'attuale azionista di maggioranza della società venga a detenere meno del 25% del capitale sociale della Società o in caso di inadempienza della Società ai termini e alle condizioni delle OCA;
- delibera che le azioni di conversione saranno emesse sul conto (Conto Titoli) dell'intermediario autorizzato del sottoscrittore aderente al sistema di gestione accentrata gestito da Monte Titoli e avranno lo stesso diritto di ricevere i dividendi delle azioni ordinarie della Società negoziate alla data di conversione.

Per quanto riguarda le caratteristiche dei warrant da emettersi con la Prima Tranche delle OCA:

- delibera che la prima tranche consiste nella emissione di 25 OCA cui sono collegati due categorie di BSA (i) 2.5000.000 BSA1 e (ii) 2.500.000 BSA2 ciascuno dando ciascuno il diritto di sottoscrivere un'azione ordinaria della Società al rispettivo Prezzo di esercizio. I warrant saranno emesse alla data di emissione della prima tranche.
- delibera di impostare le caratteristiche dei warrant ai sensi dei termini e delle condizioni dei warrant di cui all'allegato 2 della relazione del Consiglio di Amministrazione, e li approva;
- delibera che i warrant saranno immediatamente staccati dal OCA e saranno liberamente trasferibili fin dalla loro emissione;
- delibera che il periodo di esercizio dei warrant sarà conforme a un periodo che inizia il 1° aprile 2018 e termina il 1 Aprile 2021;
- delibera che ciascun warrant dà il diritto di sottoscrivere un'azione ordinaria della Società al loro rispettivo prezzo di esercizio;
- delibera che il prezzo unitario di esercizio dei warrant (di seguito il "Prezzo di Esercizio dei Warrant") sarebbe pari a 0.17755 euro per BSA1 e 0,23 euro per BSA2;
- delibera che il prezzo di esercizio e il numero saranno oggetto di aggiustamento in caso di variazione del valore nominale delle azioni da incontrare o divisione di azioni ai sensi dei termini e delle condizioni dei warrant di cui all'allegato 2 del relazione del Consiglio di Amministrazione

pertanto:

- (i) determina l'importo in linea capitale di eventuali aumenti di capitale derivanti dalla conversione di tutte le OCA in due milioni cinquecentomila euro (€ 2.500.000) mediante emissione di un massimo di cinquanta milioni (50.000.000) azioni, di valore nominale di euro 0,0104 ciascuna, e (ii) in riferimento alla Prima Tranche, il massimo importo al nominale degli aumenti di capitale derivanti dall'esercizio di tutti i warrant a cinquantadue mila euro (€ 52.000) per l'emissione di cinque milioni (5.000.000) di nuove azioni ordinarie del valore nominale di euro 0,0104 ciascuna, o comunque un tetto nominale



complessivo di eventuali aumenti di capitale a due milioni cinquecento cinquantadue migliaia di euro (2.552 milioni di €);

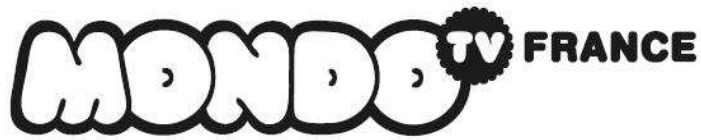
- delibera che il Consiglio di Amministrazione avrà pieni poteri per attuare, per delega, secondo quanto previsto dalla legge e regolamentari applicabili e / o entro i limiti stabiliti dall'Assemblea Generale, la detta autorizzazione anche per l'effetto di:

- stabilire la data delle emissioni e il loro importo entro i limiti sopra descritti;

- determinare i termini e le condizioni delle emissioni, in particolare:

- chiarire, se necessario, la forma, le caratteristiche e prerogative del OCA e per la prima tranche, degli OCABSA da emettere ai sensi di tale delega, la durata, le condizioni del loro esercizio e / o la conversione, così come quelli del loro rimborso in contanti e le altre condizioni economiche;
- determinare le condizioni e le modalità di pagamento delle sottoscrizioni;
- determinare le date di apertura e chiusura del periodo o periodi di sottoscrizione delle OCA e OCABSA;

- determinare la data, anche retroattivamente, per la emissione delle OCA e OCABSA;
- di propria iniziativa, caricare i costi delle emissioni effettuate sulla quantità di premi e dedurre da tale importo le somme necessarie per portare la riserva a un decimo del nuovo capitale dopo ogni aumento di capitale;
- raccogliere le sottoscrizioni delle OCA e OCABSA rilasciati e / o da emettere inclusi i diritti ad esse collegati in particolare di sottoscrizione di nuove azioni derivanti dalla conversione del OCA e / o dell'esercizio dei Warrant e dal loro pagamento;
- applicare le procedure di cui nei termini e le condizioni delle OCA, in virtù delle quali sarà assicurata, se necessario, la conservazione dei diritti dei titolari delle OCA, e ciò nel rispetto delle leggi e dei regolamenti e / o eventuali clausole contrattuali che prevedano aggiustamenti adottando tutte le misure a tal fine;
- riconoscere il completamento del rilascio delle OCA e OCABSA, e, se del caso, dell'aumento di capitale della Società per effetto della conversione delle OCA e / o dell'esercizio dei warrant modificando lo Statuto ;
- in generale, negoziare e stipulare ogni accordo, adottare qualsiasi misura e adempiere a ogni formalità utile per le emissioni di cui alla presente decisione;
- ai sensi dell'articolo L.225-132 del codice di commercio francese, la delega determina di diritto a favore dei titolari delle OCA e OCABSA la esclusione del diritto di opzione degli azionisti;
- prende atto che nel caso in cui il Consiglio di Amministrazione utilizzi detta autorizzazione, il Consiglio riferirà alla prossima Assemblea generale della situazione di utilizzazione dell'autorizzazione concessa dall'Assemblea dei soci in conformità ai requisiti di legge e normativa vigente ed in particolare gli articoli L. 225-129-5 e L. 225-138 (I) del codice di commercio;



- delibera che, salvo rinnovo, la suddetta autorizzazione scadrà entro e non oltre la fine di un periodo di diciotto (18) mesi dalla data dell'assemblea generale.

Seconda risoluzione (esclusione del diritto di opzione degli azionisti della Società a favore di Atlas Special Opportunities (il "sottoscrittore");

Gli azionisti, che votano con i requisiti di quorum e maggioranza per le riunioni straordinarie, dopo aver esaminato (i) la relazione del Consiglio di Amministrazione (ii) la relazione speciale della società di revisione di cui all'articolo L. 225-135 del codice commerciale e (iii) l'adozione della risoluzioni precedenti, delibera:

- escludere il diritto di opzione degli azionisti a sottoscrivere per la prima tranche, le OCABSA e per ciascuna tranche successive, le OCA, ai sensi dell'articolo L. 225-138 del Codice di Commercio, e di riservare il pieno diritto di sottoscrizione in favore di Atlas Special Opportunities, "exempted company" di diritto inglese, con sede a Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland Casa, Grand Cayman, Isole Cayman KY1-1104, rappresentata dal suo società di gestione Atlas Capital Market, "exempted company" di diritto inglese con sede 3rd Floor Queens gate House, 113 South Church Street Grand Cayman, Isole Cayman KY1-1002.

Terza risoluzione (Delega di competenza al Consiglio di amministrazione nell'ambito di un aumento di capitale riservato ai dipendenti, ai sensi dell'articolo L. 225- 129-6, comma 1, del codice di commercio)

Gli azionisti, che votano con il quorum e la maggioranza necessaria per le riunioni straordinarie, dopo aver ascoltato la relazione del Consiglio di Amministrazione e della relazione speciale dei revisori dei conti, in considerazione dell'aumento di capitale che può derivare dalla conversione delle OCA e l'esercizio dei warrant in conformità alla prima risoluzione e in conformità degli articoli L. 225-129-6 e L. 225-138-1 comma 1, del codice di commercio e gli articoli L. 3332-18 a L. 3332-24 del codice del lavoro francese:

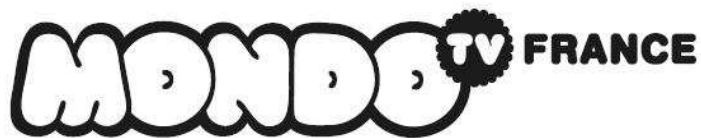
- delega al Consiglio di Amministrazione, con facoltà di sub-delega, come previsto dalla legge e dai regolamenti, il potere di aumentare il capitale sociale, in una o più volte, entro il limite del 3% del capitale sociale alla data della decisione del consiglio di amministrazione, mediante emissione di azioni riservate ai dipendenti della società o a membri di un piano di risparmio aziendale stabiliti dalla società;

- determina a diciotto (18) mesi dalla data di questo incontro, la delegazione problema della validità del soggetto della delegazione;

- decide che il prezzo di emissione delle nuove azioni sarà determinato ai sensi degli articoli L. 3332-18 e seguenti del codice del lavoro francese;

- decide che il Consiglio di Amministrazione avrà pieni poteri per attuare detta delega, nei limiti e alle condizioni che saranno specificate e in particolare:

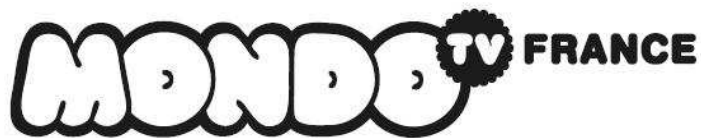
- per impostare un piano di risparmio della società ai sensi degli articoli L. 3332-1 e seguenti del Codice del lavoro francese;



- per stabilire che le sottoscrizioni possono essere effettuate direttamente dai beneficiari appartenenti ad un gruppo o piano di risparmio (o piano assimilato) o tramite intermediari di fondi comuni o società di investimento o altre strutture o entità consentiti dalla legge o dai regolamenti applicabili;
- per determinare le condizioni che devono soddisfare i beneficiari di cui sopra delle nuove azioni da emettere;
- per determinare i termini e le condizioni di emissione delle azioni;
- per definire l'ammontare delle emissioni, il prezzo di sottoscrizione delle azioni, date e scadenze, condizioni e modalità di sottoscrizione, il pagamento e la consegna delle azioni emesse, le regole applicabili di riduzione in caso di oversubscription alle condizioni di leggi e regolamenti;
- determinare la data, anche con effetto retroattivo, dalla quale le azioni pagano dividendi;
- ridurre, se necessario, l'importo del capitale della Società alla quantità di sottoscrizioni effettivamente ricevute;
- costatare il completamento di un eventuale aumento del capitale sociale della Società derivante dalla sottoscrizione da parte dei beneficiari di cui sopra di nuove azioni emesse dal consiglio ai sensi di tale delega;
- imputare i costi, imposte e gli onorari che dovrebbero essere sostenuti per un aumento del capitale della Società ed eseguiti in base all'ammontare del premio ad essi associato e dedurre, se del caso, da tale importo le somme necessarie per incremento della riserva legale per un decimo del nuovo capitale sociale dopo ogni aumento di capitale;
- per compiere le operazioni materiali per raggiungere la sua realizzazione, tra cui tutti gli accordi per garantire il buon esito delle emissioni previste, prendendo tutte le misure e le decisioni e svolgere tutte le formalità necessarie per l'emissione, quotazione e finanziamento dei titoli emessi nell'ambito di tale autorizzazione e l'esercizio dei diritti ad essi connessi o derivanti da aumenti di capitale
- per realizzare o far realizzare tutti gli atti e tutte le formalità per la realizzazione perfetta e definitiva di un eventuale aumento di capitale della Società in base alla detta tale delega o che ne sarebbe il risultato o la conseguenza, e procedere o far procedere alle relative modifiche dello Statuto e, più in generale, prendere tutte le decisioni e concludere tutti gli accordi necessarie o utili per il funzionamento del piano di risparmio aziendale o utili o necessarie per le sottoscrizioni, liberazioni, godimento, delle nuove azioni che saranno emesso sotto tale delega.

Quarta risoluzione (esclusione del diritto di opzione degli azionisti a favore di dipendenti della Società.)

Gli azionisti, che votano con i requisiti di quorum e maggioranza per le riunioni straordinarie, dopo aver esaminato (i) la relazione del Consiglio di Amministrazione (ii) la



relazione speciale della società di revisione (iii) l'adozione della risoluzione precedente delibera:

- di escludere in conformità con l'articolo L. 225-138-1 del Codice di Commercio, a favore dei beneficiari di cui alla precedente delibera, i diritti di opzione degli azionisti della Società nell'aumento di capitale la cui emissione è soggetta alla delega di cui alla risoluzione precedente; i medesimi azionisti rinunciano, in caso di aggiudicazione gratuita ai beneficiari indicati in precedenza azioni, a ogni diritto a tali azioni, tra cui la quota di riserve, utili o premi di capitale, a causa della assegnazione gratuita di tali titoli, sulla base della precedente delibera.

Quinto risoluzione (Poteri per le formalità)

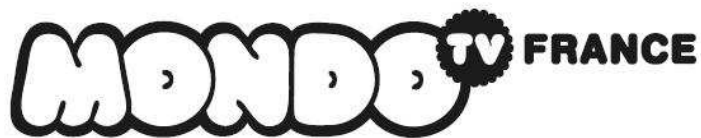
L'Assemblea Generale conferisce pieni poteri ai titolari di un originale, o di copia o l'estratto del verbale della riunione di svolgere tutte le formalità legali o amministrative e fare tutti i depositi e la pubblicità previste dalla legge.

Modalità di partecipazione all'assemblea

Ogni azionista, qualunque sia il numero di azioni possedute, può partecipare all'assemblea o può farsi rappresentare da un mandatario o votare per corrispondenza. Qualora si tratti di un azionista persona fisica, costui non potrà essere rappresentato che da un suo congiunto o partner con cui abbia concluso un patto civile di solidarietà o da qualsiasi altro azionista della società.

In ogni caso in conformità alle previsioni del Codice di Commercio, per essere ammessi ad assistere alla suddetta assemblea, per votare per corrispondenza o per farsi rappresentare:

- Gli azionisti proprietari di azioni nominative dovranno essere iscritti in conto "nominativo puro" o "nominativo amministrato" entro il secondo giorno, ore zero (orario di Parigi), di mercato aperto precedente l'assemblea;
- Gli azionisti portatori di azioni al portatore dovranno essere registrati al secondo giorno, ore zero (orario di Parigi), di mercato aperto precedente l'assemblea. L'iscrizione o la registrazione contabile dei titoli nel conto titoli al portatore tenuto presso l'intermediario abilitato saranno provati da un'attestazione di partecipazione consegnata da quest'ultimo quale allegato al formulario di voto a distanza o alla procura o alla richiesta del foglio di ammissione a nome dell'azionista. L'attestazione potrà essere ugualmente consegnata all'azionista che desidera partecipare fisicamente all'assemblea e che non ha ricevuto il suo foglio di ammissione il secondo giorno, ore zero (ora di Parigi), di mercato aperto precedente l'assemblea.



Gli azionisti possono ottenere il suddetto formulario facendone richiesta inviata a mezzo posta ordinaria al loro intermediario finanziario almeno sei giorni prima la data della riunione.

I voti per corrispondenza o per procura non saranno conteggiati salvo che non siano inviati con formulari debitamente compilati e inclusivi dell'attestazione di partecipazione pervenuto tramite un intermediario autorizzato almeno due giorni prima della riunione dell'assemblea generale.

Ogni azionista che abbia trasmesso il suo formulario unico di voto per corrispondenza o per procura o che abbia richiesto un foglio di ammissione per il tramite del proprio intermediario finanziario può comunque cedere tutte o parte della proprie azioni. A tal fine l'intermediario abilitato notifica alla società la cessione o al suo mandatario fornendo tutte le informazioni necessarie.

L'azionista che ha votato per corrispondenza non avrà più la possibilità di partecipare direttamente all'assemblea o di farsi ivi rappresentare.

Richiesta di integrazione dei punti o di proposte di risoluzione all'ordine del giorno

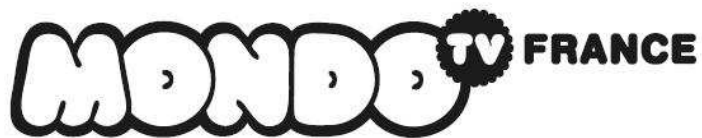
Uno o più azionisti che rappresentino almeno la quota di capitale prevista dalle disposizioni legali e regolamentari vigenti applicabili, possono richiedere l'integrazione dei punti all'ordine del giorno o delle proposte di risoluzione alle condizioni previste dall'articolo L.225-105 e da R.225-71 a R.225-73 del Codice di commercio.

Le richieste di integrazione dei punti all'ordine del giorno motivate o delle proposte di risoluzione dovranno essere inviate alla sede sociale della MONDO TV FRANCE 52-54 rue Gérard 75013 Parigi a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno o per email all'indirizzo matteo.corradi@mondotvgroup.com.

Tali richieste dovranno pervenire alla società MONDO TV FRANCE, con le modalità suddette, al più tardi 25 giorni prima la data dell'assemblea.

Deposito di domande scritte

In conformità all'articolo R.225-84 del Codice di commercio, l'azionista che desideri porre delle domande scritte può, fino al più tardi alla mezzanotte (orario di Parigi) del quarto giorno di mercato aperto precedente la data dell'assemblea, inviare le proprie domande a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno inviata al Presidente del Consiglio di Amministrazione o per email all'indirizzo matteo.corradi@mondotvgroup.com accompagnata dall'attestazione di iscrizione nel conto titoli nominativi tenuto dalla società e nel conto titoli al portatore tenuto presso un intermediario abilitato.



Si precisa che le risposte alle domande scritte potranno essere pubblicate direttamente sul sito Internet della società, all'indirizzo fr.montovgroup.com. La Società potrà fornire la medesima risposta a una pluralità di domande scritte che abbiano il medesimo contenuto e tutte le risposte presenti sul sito Internet della società nella sezione "domande e risposte" saranno considerate una risposta in forma giusta e dovuta.

Documenti a disposizione degli azionisti

I documenti che devono essere tenuti a disposizione degli azionisti per l'assemblea generale saranno disponibili presso la sede sociale della società MONDO TV FRANCE alle condizioni di legge e regolamento applicabili.

Questo avviso varrà quale avviso di convocazione salve eventuali modifiche che dovessero essere apportate all'ordine del giorno o alle proposte di risoluzione.

Il consiglio di amministrazione